

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 30/06/2022

49 bis, rue Laplace
41 000 BLOIS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



FRANCOS SAS

1, rue des Mardeaux
Zone Industrielle
41000 VILLEBAROU

Références : 2022-756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement FRANCOS SAS implanté 1, rue des Mardeaux Zone Industrielle 41000 VILLEBAROU. L'inspection a été annoncée le 31/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCOS SAS
- 1, rue des Mardeaux Zone Industrielle 41000 VILLEBAROU
- Code AIOT dans GUN : 0010005710
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SAS FRANCOS est une filiale du groupe SISLEY, créé en 1976 par la famille D'Ornano. Le groupe est spécialisé dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques très haut de gamme, tels que crèmes de soins, maquillages, lotions et gels, parfums de la marque Sisley.

La société FRANCOS s'est installée sur le site de production de VILLEBAROU en 2003. L'effectif du site est passé de 56 personnes en 2003 à 244 personnes actuellement. Le site est certifié ISO 14001 depuis 2011.

Les activités exploitées par FRANCOS pour ce site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 15/11/2005, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/08/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 2 décembre 2013 (REACH)
- État des stocks et organisation du stockage
- Prévention et lutte contre l'incendie
- Prélèvements d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées sous 2 mois les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Présence FDS (R1 de la visite d'inspection du 02/12/2013)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.1.7.3	R1	Sans objet
Accès FDS (R2 de la visite d'inspection du 02/12/2013)	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	R2	Sans objet
Respect de la FDS (huile essentielle de romarin)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
Respect de la FDS (DUB VCI 10)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 4.3.8 modifié	/	Sans objet
Plan des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.1.3	/	Sans objet
Formation ATEX	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.2.4 modifié	/	Sans objet
Consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.7.2.1	/	Sans objet
Information concessionnaire autoroute	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.7.2.1	/	Sans objet
Maintenance et vérification des matériels	Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 4.3.18	/	Sans objet
Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.1.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Présence FDS (R1 de la visite d'inspection du 02/12/2013)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.1.7.3
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage – données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment des fiches de données de sécurité des produits lorsqu'elles existent.
Constats : Conforme. La remarque R1 de la visite d'inspection du 02/12/2013 est satisfaite.
Observations : R1 de la visite d'inspection du 02/12/2013 : Le tableau de suivi des informations sur les matières premières pourrait être amélioré en affectant aux substances présentes dans les mélanges les seules phrases de risques qui leur correspondent et en permettant de réaliser des recherches par phrases de risque. Concernant le mélange examiné (TEGO BETAINÉ F50), mettre à jour ce tableau d'information sur les matières premières jour ainsi que la base des FDS accessible sur le site de Blois. Vu l'extraction de toutes les matières premières du logiciel SAP. Il y est fait état de 585 références, auxquels sont affectées des "codes de danger" (inflammables, corrosifs, détergents, box produits dangereux pour environnement,...) et les zones de stockage correspondantes. Vu la FDS du produit TEGO BETAINÉ F50 en date 07/03/2019. Les mentions de dangers indiquées sur la FDS (H318, H412) correspondent au code de danger du logiciel SAP (GL05, soit "gants, lunettes, corrosif").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès FDS (R2 de la visite d'inspection du 02/12/2013)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Conforme. La remarque R2 de la visite d'inspection du 02/12/2013 est satisfaite.
Observations : R2 de la visite d'inspection du 02/12/2013 : L'exploitant veille à une mise à disposition des FDS à jour auprès de son personnel. Il se renseignera auprès de son fournisseur sur les motifs d'une transmission tardive de la FDS du TEGO BETAINÉ F50 et justifiera les délais de transmission de la FDS par SISLEY au site de production de Blois. Les opérateurs ont accès aux FDS via le réseau informatique. Un ordinateur est mis à disposition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'état des stocks ne permet pas une identification des quantités disponibles par rubriques ICPE.</p> <p>L'état des stocks des produits dangereux n'est pas réalisé de façon journalière.</p> <p>L'état des stocks synthétique à des fins de vulgarisation n'est pas accessible.</p>
<p>Observations : L'état des stocks est disponible via SAP par référence de produit, code de danger et zone emplacement.</p> <p>Vu l'état des stocks en date du 24/06/2022 présenté selon les rubriques 1510, 2663 et 4331.</p> <p>La quantité de produits relevant de la rubrique 4331 était de 12,85 tonnes à cette date.</p> <p>Une quantité de 230 tonnes de matières premières +1 377 tonnes d'articles de conditionnement était présente sur site, pour une quantité autorisée de 2 073 tonnes pour la rubrique 1510.</p> <p>La déclaration d'antériorité pour la nouvelle rubrique 1510 n'a pas été réalisée et sera à faire.</p> <p>Vu l'état des stocks de liquides inflammables en date du 28/06/2022 (correspondant à la rubrique 4331), indiquant une quantité totale de 11 239kg présente sur site, avec identification du type magasin (exemple 2M2= magasin ATEX).</p> <p>La quantité autorisée est de 18 567 kg, un porter à connaissance a été fait pour augmenter la quantité de liquides inflammable à 35 tonnes en juillet 2020 (fabrication gel hydro alcoolique).</p> <p>L'extraction SAP ne permet d'identifier les quantités de produits dangereux présents sur site correspondant à chaque rubrique 4xxx.</p>

<p>Une extraction a pu être réalisée pour les produits correspondant aux mentions de danger H410, H411, H412 et H413 : 8 tonnes présents sur site. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le détail selon les rubriques ICPE correspondantes lors de la visite d'inspection.</p> <p>L'état des stocks est disponible au poste de garde de façon hebdomadaire sous format papier. L'état des stocks des produits dangereux n'est pas réalisée de façon journalière.</p> <p>L'état des stocks synthétique à des fins de vulgarisation n'est pas accessible.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect de la FDS (huile essentielle de romarin)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
<p>Observations : Vu la FDS pour l'huile essentielle de romarin maroc (matière première inflammable non stockée en zone ATEX)</p> <p>Les préconisations suivantes sont précisées sur la FDS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 1 : usage cosmétique, alimentaire - Rubrique 5 : moyens extinction inapproprié : jet d'eau ou eau / moyens extinction appropriés : eau pulvérisée, brouillard d'eau - Rubrique 6 : nettoyer avec détergent, éviter utilisation solvants - Rubrique 7 : à l'écart des aliments, récipient fermé, endroit sec bien ventilé, à l'abri de sources d'ignition, rétention étanche, éviter charges électrostatiques. <p>Vu le produit stocké en magasin MP.</p> <p>Il est conditionné dans son emballage d'origine, pas de source d'ignition proche.</p> <p>Tout l'entrepôt est sprinklé avec sprinklage intermédiaire pour articles de conditionnement et matières premières.</p> <p>L'exploitant précise que les opérateurs sont équipés de tenues antistatiques pour la pesée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect de la FDS (DUB VCI 10)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : Vu la FDS le produit DUB VCI 10 (mention de danger H410 : très dangereux pour environnement) Les préconisations suivantes sont précisées sur la FDS : - rubrique 1 : usage cosmétique - rubrique 5 : moyens extinction recommandé : dioxyde de carbone, poudre, mousse / ne pas utiliser jet d'eau concentré - rubrique 6 : récupérer le produit par pompage ou absorber - rubrique 7 : conserver dans un endroit sec, bien ventilé dans l'emballage d'origine Vu le produit stocké en magasin MP. Il est conditionné dans son emballage d'origine, pas de source d'ignition proche. Un "kit de déversement" contenant de l'absorbant est disponible dans le magasin matière première. Tout l'entrepôt est sprinklé avec sprinklage intermédiaire pour articles de conditionnement et matières premières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 4.3.8 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Produits stockés
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule. [...]
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : L'exploitant vérifie à partir de ses matières premières les incompatibilités et il organise le stockage en fonction. Un tableau récapitulatif des incompatibilités est disponible dans le magasin de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers
Prescription contrôlée : [...] Les zones de dangers sont signalées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Conforme.
Observations : Vu le plan ETARE de 2019 indiquant les zones ATEX : magasin ATEX, local de charge chariot, locaux techniques, fabrication
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.2.4 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX
Prescription contrôlée : [...] Les opérateurs sont informés des risques liés à la survenance des divers scénarii susceptibles de créer une atmosphère explosible et sont formés aux procédures d'intervention.
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : Vu les consignes affichées en entrée de zone au niveau de la zone ATEX du local de charge situé dans une cellule de stockage. Vu la consignes de déversement liquides inflammables. Vu la consigne de sécurité CON/0572 en date du 27/05/2021 concernant la fabrication en zone à risque ATEX : rappel tenue antistatique, EPI, explosimètre, mise à la terre, interdiction chariots,... Les opérateurs ont été formés par l'assistante HSE en 2021. Une partie ATEX est prévue au plan de formation 2022 pour les opérateurs de maintenance et de production
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention – procédure d'alerte
Prescription contrôlée : [...] Le personnel est entraîné à l'application de[s] consignes [de mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs] [...]
Constats : Conforme.
Observations : Un exercice incendie avec le SDIS a eu lieu le 14/02/2020 dans le cadre des manœuvres incendie. Un compte-rendu d'exercice a été émis. Deux exercices évacuation internes sont organisés par an. Le dernier exercice évacuation a eu lieu le 13/04/2022. Une formation à l'utilisation des extincteurs est réalisée pour l'ensemble du personnel. Une formation est prévue pour les guides file et serres file. Une formation spécifique est réalisée annuellement pour les équipiers de première intervention qui sont au nombre de 26 : formation par les pompiers sur Vineuil avant la période Covid, désormais module manipulation RIA, extincteurs sur site dans l'attente d'un retour à la normal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information concessionnaire autoroute

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.5.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention – procédure d'alerte
Prescription contrôlée : [...] Une procédure régulièrement mise à jour et testée, est établie pour l'alerte de la Société concessionnaire de l'autoroute, en cas d'incendie sur le site.
Constats : Conforme.
Observations : Vu la consigne CON/020 en date du 14/11/2019 concernant la procédure d'alerte de la société concessionnaire de l'autoroute et du peloton de gendarmerie. Elle est mise à jour tous les 5 ans. Elle n'a jamais été testée mais les numéros de téléphone sont à jour. Cette consigne est présente au poste de garde.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et vérification des matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 4.3.18
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et vérification des matériels
Prescription contrôlée : 'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : Vu les documents suivants : - Rapport de vérification semestrielle sprinklage Q1 de février 2022 réalisé par UXELLO ; - Commande d'une nouvelle armoire de commande motopompe B2 installée 31/05/2022 faisant suite au rapport Q1 ; - Rapport de vérification des extincteurs Q4 conforme d'avril 2022 réalisé par SCUTUM INCENDIE ; - Rapport de vérification des RIA Q5 de février 2022 réalisé par UXELLO ; - Rapport de vérification de la détection automatique incendie Q7 d'avril 2022 réalisé par SIEMENS (sans essai des asservissements) ; - Attestation de vérification du désenfumage de juillet 2021 réalisé par SCUTUM INCENDIE ; - Rapport de vérification des installations électriques Q18 d'octobre 2021 réalisé par APAVE. L'intervention est indiqué en avril 2021 et le rapport date d'octobre 2021 car deux interventions ont été réalisé dans le cadre de cette vérification. L'exploitant s'assurera de ne pas réaliser de stockage au niveau des douches, conformément au rapport Q1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eau pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet les emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorise l'économie. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Le relevé des volumes est hebdomadaire et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : Vu la déclaration GEREP qui indique un volume prélevé de 29 446 m ³ pour l'année 2021. L'exploitant indique qu'une campagne de recherche de fuite a été réalisée. Un suivi du ration de la consommation d'eau à la tonne de produit fabriqué est réalisé. Ce ratio est en diminution (22 en 2022, 20 en 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet